

INITIATIVE « PRIORITÉ À L'ÉGALITÉ » (GENDER AT THE CENTRE [GCI]) RAPPORT ANNUEL 2023



UNGEI

PRIORITÉ À L'ÉGALITÉ
GENDER AT THE
CENTRE

 
unesco

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Les inégalités entre les genres — enracinées et édictées par les croyances et les pratiques néfastes, la violence fondée sur le genre et l'inégalité dans le domaine de l'éducation et d'autres secteurs clés du développement — demeurent l'un des défis les plus urgents et chroniques auquel fait face le continent africain. Reconnaisant l'urgence de s'attaquer à ce défi, l'année 2023 a été une année charnière pour l'Initiative « Priorité à l'égalité » (GCI). Alors qu'elle tirait les leçons apprises à ce jour et qu'elle concevait et lançait la seconde phase (2024-2026), la GCI a continué à étendre son impact sur l'éducation transformatrice de genre à de nouveaux pays. Tout au long de l'année, la communauté GCI, à savoir les pays partenaires, les bailleurs de fonds et les partenaires de la société civile, a démontré son engagement pour faire avancer l'égalité des genres vers, dans et à travers l'éducation, même en cette époque de changement rapide.

L'année a démarré par la réunion du Conseil d'administration de l'Alliance GCI, organisée à Dakar (Sénégal), qui a favorisé des discussions franches sur les réussites et les leçons apprises. Par-dessus tout, la réunion a renforcé le sentiment d'alliance entre les défenseurs du genre sur le continent africain et le renouvellement de l'engagement pour faire avancer, ensemble, l'éducation transformatrice de genre.

La GCI a franchi des étapes importantes en 2023, notamment l'achèvement de l'étude sur la planification de l'éducation sensible au genre dans les huit pays de la GCI. Des ateliers régionaux et nationaux sur le genre ont été menés pour renforcer l'analyse, la planification et la politique d'égalité des genres dans le secteur éducatif. Des Communautés de pratique et des partenariats soutenant les Pactes nationaux du Partenariat Mondial pour l'Éducation (PME) ont été établis afin d'intégrer l'égalité des genres dans le système éducatif.

Malgré le défi posé par l'instabilité politique dans la région durant le deuxième semestre 2023, les partenaires de la GCI ont continué à obtenir des résultats. Avec l'appui de la GCI, les Coalitions des jeunes féministes nouvellement constituées au Mali et au Niger sont devenues des agents du changement dirigés par la communauté ; les ministères de l'Éducation ont investi dans le renforcement des capacités, les partenariats et l'échange de connaissances pour développer l'impact de la Planification sectorielle de l'éducation sensible au genre (GRESG) ; et, les organisations de la société civile ont monté un argumentaire solide et plaidé en faveur des investissements dans l'éducation transformatrice de genre.

2023 a aussi été l'année où la GCI a étendu sa portée et son influence à un plus grand nombre de pays en Afrique et au-delà. Le Partenariat Mondial pour l'Éducation (PME) a choisi la GCI comme partenaire de sa nouvelle initiative « Capacités stratégiques de genre », ce qui constitue une reconnaissance forte de la valeur ajoutée de la GCI et de son potentiel pour avoir un impact sur l'égalité des genres dans l'éducation dans un plus grand nombre de pays à l'avenir. Les partenariats renforcés avec le PME, le ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères et le ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement ont aussi jeté les bases de la future programmation et de l'échange des connaissances.

Le présent Rapport annuel 2023 de la GCI offre un aperçu complet des activités du programme de travail 2023 menées tout au long de l'année, garantissant la transparence et favorisant la responsabilité mutuelle au sein de l'Alliance GCI.



TABLE DES MATIÈRES

ACRONYMES	4
INTRODUCTION	5
ACTIVITÉS ET RÉALISATIONS DE L'INITIATIVE DE LA GCI EN 2023	6
RÉSULTATS DE LA GCI	7
ANNEXES	19



ACRONYMES

ANCEFA	Réseau africain de Campagne pour l'Éducation pour Tous
ASEAN	Association des Nations de l'Asie du Sud-Est
ECS	Éducation complète à la sexualité
CPGE	Communauté de pratique sur le genre et l'éducation
OSC	Organisation de la société civile
DDEFPG	Département pour le développement de l'éducation des filles et de la promotion du genre
ECW	L'éducation Ne Peut Attendre (Education Cannot Wait)
EPT	Éducation pour Tous
PSE	Plan sectoriel d'éducation
FAWE	Forum des éducatrices africaines (Forum of African Women Educationalists)
MGF	Mutilations génitales féminines
MFE	Ministère fédéral de l'Éducation
GCI	l Initiative « Priorité à l'égalité » (Gender at the Centre Initiative)
EG	Égalité de genre
GES	Égalité des genres dans l'éducation : Instantané (Gender Equality Snapshot)
PSESG	Planification sectorielle de l'éducation sensible au genre
PME	Partenariat mondial pour l'éducation
SG	Siège
IPE	Institut international de planification de l'éducation (UNESCO)
GLPE	Groupe local des partenaires de l'éducation
MBSSE	Ministère de l'Éducation de base et du Second cycle de l'enseignement secondaire
MINEDH	Ministère de l'Éducation et du Développement humain
MENAPLN	Ministère de l'Éducation nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des langues nationales
MEPT	Mouvement de l'Éducation pour Tous
MEN	Ministère de l'Éducation nationale
MdF	Ministères des Finances
OSC	Organisation de la société civile
AEP	Analyse de l'Économie politique
PNDSE	Programme national de développement du secteur éducatif
PRODEC	Programme décennal de développement de l'éducation et de la formation professionnelle
SCGREP	Cours intensif sur la planification de l'éducation intégrant la notion de genre en anglais (Short Course on Gender-Responsive Education Planning)
SWOT	Forces, faiblesses, opportunités, menaces (Strength, Weaknesses, Opportunities, Threats)
VGMS	Violence fondée sur le genre en milieu scolaire
TES	Sommet sur la transformation de l'éducation (Transform Education Summit)
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNGEI	Initiatives des Nations Unies pour l'éducation des filles (United Nations Girls Education Initiative)
EAH	Eau, Assainissement et Hygiène
GCJ	Groupe consultatif des jeunes

CHAPITRE 1 — INTRODUCTION

Vue d'ensemble de l'Initiative « Priorité à l'égalité »

L'Initiative « Priorité à l'égalité » (GCI) applique une approche systémique à l'éducation transformatrice de genre, en défendant le leadership des ministères de l'Éducation (MEN), des organisations de la société civile (OSC), des experts techniques et des jeunes féministes pour concevoir et mettre en œuvre les plans, politiques et interventions en vue de faire avancer l'égalité des genres dans et à travers l'éducation. À travers une approche dynamique de partenariat, la GCI renforce les capacités techniques de genre, favorise la volonté politique et appuie la transformation des normes néfastes de genre.

La GCI est coordonnée par l'Initiative des Nations Unies pour l'éducation des filles (UNGEI) et l'Institut international de planification de l'éducation de l'UNESCO (IIPÉ-UNESCO), et mise en œuvre par le biais d'un partenariat pluripartite des ministères de l'Éducation, un consortium de la société civile (composé du réseau africain de Campagne pour l'Éducation pour Tous (ANCEFA), le Forum des éducatrices africaines (FAWE), Plan International), le Centre de l'Union africaine pour l'éducation des filles et des femmes en Afrique (CIEFFA-UA), les bailleurs de fonds du G7, et des organismes multilatéraux (UNESCO, UNICEF et PME). Ensemble, ces partenaires constituent l'Alliance GCI.

Durant sa première phase, de 2020 à 2023, la GCI a été active dans huit pays africains - Burkina Faso, Tchad, Mali, Mauritanie, Mozambique, Niger, Nigeria et Sierra Leone - tout en appuyant le renforcement des capacités de genre des pays voisins.

1.2 Contexte

Tout au long de 2023, les pays de la GCI d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale ainsi que le Mozambique ont connu des changements et une instabilité socioéconomiques et politiques considérables. Des élections présidentielles et nationales entachées de violence se sont tenues au Nigeria et en Sierra Leone ; le Niger a connu un coup d'État militaire ; La Sierra Leone a connu une tentative de coup d'État ; et le Burkina Faso et le Mali sont confrontés à une insécurité et une instabilité socioéconomiques et politiques chroniques.

L'UNICEF estime qu'en 2024, en raison des conséquences des conflits prolongés et aigus, des mouvements de population, des urgences de santé publique récurrentes et simultanées, des catastrophes liées au changement climatique et des crises alimentaires et nutritionnelles, 48,4 millions

d'enfants vivant en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale continueront à de réclamer une assistance plurisectorielle pour défendre leurs droits et satisfaire leurs besoins critiques matière d'éducation, nutrition, santé, eau, assainissement et hygiène, protection de l'enfance et protection sociale¹.

La question des inégalités entre les genres est un défi urgent et chronique, qui transcende la stabilité et les turbulences politiques, économiques et sociales. Bien que les inégalités entre les genres aient de graves effets négatifs sur les garçons et les hommes, elles touchent de manière disproportionnée les femmes et les filles. Les filles des pays les plus pauvres du monde sont moins susceptibles d'être scolarisées, moins susceptibles d'avoir des possibilités de travail et moins susceptibles d'avoir leur mot à dire concernant leur vie que les garçons². Lorsque les familles doivent faire des choix économiques déchirants, l'éducation des garçons est souvent prioritaire sur celle des filles. L'Institut de statistique de l'UNESCO estime que les filles sont 1,5 fois plus susceptibles d'être exclues des écoles primaires que les garçons³. Soit 15 millions de filles qui n'iront jamais à l'école primaire, contre environ 10 millions de garçons.

Les conflits ont aggravé les risques de violation des droits des enfants. La crise et le conflit menacent chaque année des milliers d'écoles d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale de fermetures périodiques, ce qui fragilise vraiment le système éducatif de la région et accentue davantage la tension qui pèse déjà sur les systèmes⁴. Au cours des quatre années écoulées, le nombre de fermetures d'école résultant de l'insécurité ont plus que doublé, pour atteindre plus de 13 200 écoles fermées dans huit pays de la région⁴. Le Burkina Faso représente à lui seul la moitié des fermetures d'écoles enregistrées en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale, avec plus de 6 100 écoles fermées en juillet 2023⁵. Les fermetures d'écoles ont eu des conséquences encore plus fortes sur les groupes vulnérables⁶.

Face à ces défis, et comme facteur crucial pour atténuer l'impact systémique de ces défis, la GCI travaille à renforcer l'éducation dans la région. Les partenaires de la GCI aux échelons nationaux et communautaires ont continué faire preuve d'un investissement fort dans les activités de la GCI — s'engager à renforcer l'égalité des genres dans et à travers l'éducation dans leurs pays respectifs. La GCI a continué à réaliser des programmes dans des pays touchés par un conflit, mettant à profit des partenariats de confiance et bien établis avec les ministères de l'Éducation, les organisations de la société civile et les acteurs communautaires.

1 [https://www.unicef.org/media/149801/file/2024-HAC-WCA\(I\).pdf](https://www.unicef.org/media/149801/file/2024-HAC-WCA(I).pdf)

2 <https://www.ungei.org/publication/poverty-sexist-why-educating-every-girl-good-everyone#:~:text=ONE's%20Poverty%20is%20Sexist%20report,girls%20is%20a%20smart%20investment.>

3 <https://www.globalpartnership.org/sites/default/files/2018-10-03-key-education-data-final.pdf>

4 <https://www.unhcr.org/africa/news/press-releases/insecurity-forces-closure-13-000-schools-upcoming-school-year-central-and-west>

5 <https://www.unhcr.org/africa/news/press-releases/insecurity-forces-closure-13-000-schools-upcoming-school-year-central-and-west>

6 <https://mo.ibrahim.foundation/sites/default/files/2021-06/2021-forum-report.pdf>

CHAPITRE 2 —ACTIVITÉS DE LA GCI, RÉALISATIONS ET LEÇONS APPRISES EN 2023

Ce qui a bien marché : le renforcement de la reconnaissance de l'expertise de la GCI en Afrique et au-delà

Appui technique de la GCI :

L'engagement avec les pays participants a été solide, favorisant un sentiment d'appartenance et d'engagement envers les initiatives d'égalité des genres aux échelons centraux et décentralisés. La GCI et ses partenaires ont organisé plus de 20 formations, réunions et webinaires sur le renforcement des systèmes éducatifs transformateurs de genre, touchant un total de 638 représentant(e)s des ministères de l'Éducation et de la société civile, ainsi que plus de 22 000 membres de la communauté, y compris les directeurs d'école, les enseignants, les parents, les jeunes féministes et les chefs religieux. La formation sur la Planification de l'éducation sensible au genre a touché plus de 100 acteurs ministériels, en personne et en ligne. La poursuite des Communautés de pratique a facilité l'échange de connaissances et la collaboration, soutenant l'efficacité de la mise en œuvre de l'approche GRESP à travers les fonctions de leurs membres dans leurs pays respectifs.

Action de la société civile et engagement des jeunes :

Les partenaires de la société civile de la GCI ont obtenu des résultats solides dans les domaines du plaidoyer en faveur de l'éducation transformatrice de genre ainsi que de la mobilisation communautaire dans certains pays. Pour la première fois, la GCI a appuyé la création des Coalitions des jeunes féministes dans les pays partenaires, lesquelles sont maintenant représentées dans le Groupe local des partenaires de l'éducation et offrent une plateforme unique pour l'action commune des jeunes et le soutien par les pairs.

Portée accrue et partenariats renforcés :

La GCI a étendu son impact au-delà des pays cibles de la GCI, touchant plus de trente pays africains par le biais de l'apprentissage et l'appui technique. Les outils de la GCI comme l'outil GES, les méthodologies d'analyse sectorielle du secteur éducatif sensible au genre, le cadre d'analyse de genre appliqué aux budgets de l'éducation et les outils de diagnostic de genre institutionnel ont contribué à l'intégration de stratégies de genre fondées sur des données probantes dans les plans sectoriels d'éducation et les pactes du PME dans d'autres pays comme le Tchad, la Côte d'Ivoire, la Guinée, la République centrafricaine, le Mali et l'Égypte, entre autres.

Le positionnement de la GCI et sa reconnaissance comme acteur clé de l'égalité des genres dans l'éducation ont souligné son importance et son influence dans ce domaine. Par exemple, la GCI est le partenaire que le PME a choisi pour apporter une assistance technique supplémentaire aux pays membres du PME dans le cadre du Programme sur les Capacités stratégiques de genre.

En 2023, la GCI a contribué à améliorer les données sur le genre et l'éducation pour éclairer les politiques et les interventions ; elle a élargi la base de données probantes sur le genre et le leadership scolaire dans quatorze pays africains ; et, elle a identifié des mesures politiques et programmatiques concrètes pour accroître la représentation des femmes dans le leadership scolaire en Côte d'Ivoire par exemple. La production des données de la GCI est financée à présent par la nouvelle subvention KIX accordée en 2023, renforçant la relation avec UNICEF Innocent, le PME et l'IRDC.

La GCI comme Initiative qui crée un narratif :

La GCI a partagé ce qu'elle a appris avec les bureaux pays de l'UNICEF, avec le siège, les bureaux nationaux et les instituts de l'UNESCO, avec le siège et les agences de l'Agence Française de Développement (AFD) et avec l'IIPE UNESCO, et les pays sollicitent de plus en plus son appui technique sur le renforcement du genre dans les systèmes éducatifs.

Que faut-il renforcer : la coordination au niveau des pays, le dialogue sectoriel inclusif et la mobilisation de ressources pour la phase 2 de la GCI

En consultation avec les membres de l'Alliance et sur la base des résultats de l'[Examen à mi-parcours](#), la GCI a révisé sa stratégie en tirant des leçons des défis qu'elle a rencontrés durant la phase 1. La phase 2 verra une stratégie de mise en œuvre révisée, laquelle permettra de renforcer la coordination au niveau des pays pour améliorer l'impact sur les politiques et la planification, d'accorder une attention particulière sur les statistiques et les données probantes et le dialogue sectoriel de l'éducation sensible au genre, et de trouver des moyens innovants de transformer les normes néfastes de genre.

La phase 2 mettra davantage l'accent sur les possibilités d'apprentissage de pays à pays qui permettent un réel partage des expériences et des innovations, afin de fournir aux homologues régionaux des preuves programmatiques à des fins d'efficacité, et afin d'accroître le nombre de pays de l'Alliance GCI. La GCI créera aussi plus d'occasions pour permettre aux jeunes féministes de contribuer par leur expertise, aux échelons national et mondial. La nouvelle phase de la GCI inclura un renforcement de l'attention accordée à la transformation des normes néfastes de genre, en travaillant avec les jeunes féministes et les partenaires de la société civile pour mettre en œuvre des campagnes novatrices et des approches de dialogue communautaire.

Enfin, avec un tiers seulement du financement de sa deuxième phase assuré, la GCI continuera à plaider et à mobiliser des ressources afin de mener à bien sa mission : faire avancer l'égalité des genres vers, dans et à travers l'éducation de manière significative.

Résumé - Résultat intermédiaire 1

Résultat intermédiaire 1 : L'intégration de l'égalité des sexes dans et à travers l'éducation, dirigée et mise en œuvre par le/les ministère(s) de l'Éducation, progresse en concertation avec les autres ministères concernés.

En 2023, la GCI a réalisé des progrès importants vers la réalisation du Résultat 1 axé sur le renforcement des systèmes et des processus institutionnels au sein des ministères de l'Éducation (MEN) pour intégrer l'égalité de genre dans les différents aspects de l'éducation. Par le biais d'initiatives ciblées, comme la conduite de diagnostics participatifs de genre et la diffusion des résultats, comme au Niger l'appui aux ministères pour mener leur Analyse Sectorielle de l'Éducation (ASE), la GCI a facilité l'identification des disparités entre les genres et donné la priorité aux interventions visant à accroître les résultats de l'égalité des genres au sein du système éducatif — par exemple au Sénégal et en Mauritanie. En travaillant conjointement avec les MEN, la GCI a augmenté l'expertise sur l'analyse des disparités entre les genres en éducation qui a enrichi les narratifs de l'ASE sensible au genre et la planification aux échelons locaux et régionaux.

De plus, les efforts de développement des capacités ont responsabilisé le personnel des MEN en mettant à leur disposition des narratifs et des ressources pour intégrer efficacement l'égalité des genres dans la planification sectorielle de l'éducation. Par exemple, l'IPE-UNESCO a animé la formation sur la Budgétisation Sensible au Genre (BSG) en Sierra Leone et la révision du guide de l'enseignant du MEN pour la pédagogie et la gestion sensible au Tchad. À travers les sessions de formation et les ateliers organisés aux échelons nationaux et décentralisés, le personnel du MEN, notamment les spécialistes du genre, a découvert les outils et l'expertise pour intégrer la perspective de genre dans les politiques, la planification, la budgétisation et la mise en œuvre des programmes sensibles au genre.

Tout au long de 2023, la GCI a encore renforcé son partenariat stratégique avec le Partenariat Mondial pour l'Éducation (PME), plus particulièrement en aidant les pays membres et non-membres de la GCI à rédiger des documents stratégiques. Elle a apporté une expertise technique et un appui pour intégrer le genre dans les propositions et les budgets ; elle a participé aux discussions stratégiques sur l'élaboration de programmes à grande échelle pour favoriser les partenariats ; et elle a facilité la coordination des interventions par le biais des pactes de partenariat. Ceci a inclus le soutien au Tchad, à la région des Caraïbes et à la Côte d'Ivoire sur les pactes de partenariat. Dans d'autres pays, la GCI a aidé les organismes de développement et les ministères de l'Éducation à élaborer les documents programmatiques. En Côte d'Ivoire et au Nigeria, l'IPE-UNESCO a appuyé la rédaction et la programmation du Financement d'appui à une transformation systémique. En Tchad en Côte d'Ivoire, la GCI travaille en étroite collaboration avec le PME pour accroître les connaissances et les compétences sur le genre par le biais des Financements d'appui aux capacités systémiques.

L'implication de la GCI dans l'appui aux Analyses Sectorielle de l'Éducation (ASE) et aux Plans sectoriels d'éducation (PSE) et dans la facilitation de la programmation et de la mise en

œuvre du Partenariat Mondial pour l'Éducation (PME), offre à l'Initiative GCI des réalisations importantes en tant qu'acteur de premier plan reconnu de la planification sectorielle de l'éducation sensible au genre (GRES).

Résumé - Résultat intermédiaire 2

Résultat intermédiaire 2 : Un meilleur environnement propice du secteur éducatif en appui aux initiatives en matière d'intégration de l'égalité de genre dans et à travers l'éducation

En 2023, le Consortium de la société civile de la GCI, comprenant Plan International, ANCEFA et FAWE, a entrepris un ensemble d'initiatives dans les pays partenaires de la GCI pour mobiliser le soutien des communautés à l'éducation des filles et l'égalité des genres, et pour plaider avec les ministères de l'Éducation en faveur d'investissements plus importants pour l'éducation transformatrice de genre. En Sierra Leone, le Consortium des OSC a appuyé l'établissement de systèmes de signalement pour lutter contre la violence fondée sur le genre en milieu scolaire dans 30 écoles. Les OSC partenaires ont également renforcé les capacités des représentant(e)s du gouvernement et des OSC en planification sectorielle de l'éducation sensible au genre. Dans certains pays comme le Tchad, le Niger et le Mozambique, il y a eu une collaboration particulièrement forte entre les OSC et le ministère de l'Éducation nationale, ce qui a fait progresser la mission de la GCI visant combler le fossé entre le gouvernement et la société civile pour faire avancer l'éducation transformatrice de genre. Au Mozambique, le Consortium des OSC de la GCI a réussi à influencer sur la révision du code de conduite des enseignants pour éliminer les inégalités entre les genres et lutter contre la violence fondée sur le genre en milieu scolaire.

Les jeunes féministes ont été au centre de nombreuses interventions de la GCI cette année. Au Mali, le Parlement des enfants a présenté une note de plaidoyer au secrétaire général du ministère de l'Éducation lui demandant d'accorder une attention accrue à la scolarisation des filles et à leur rétention à tous les niveaux d'enseignement. Au Mali et au Niger, la GCI a soutenu les Coalitions des jeunes féministes pour l'éducation transformatrice de genre, afin de faire avancer la participation des jeunes au plan sectoriel d'éducation sensible au genre.

Au titre du résultat intermédiaire 2.2, la GCI s'est concentrée sur le renforcement de la collaboration et l'échange des connaissances au sein de l'Alliance GCI pour faire avancer l'égalité des genres dans l'éducation. La réunion annuelle du conseil d'administration a fourni une plateforme permettant aux parties prenantes de discuter les résultats de la GCI, les approches innovantes et la planification de la phase 2. De plus, la GCI a diffusé ses lettres d'information semestrielles pour donner des mises à jour sur ses activités, ses résultats et ses produits. L'examen à mi-parcours de la mise en œuvre de la GCI a mis en lumière les réussites et les domaines d'amélioration, conduisant à l'élaboration de la note conceptuelle de la phase 2. Ces activités ont souligné l'importance de l'action collective et de la collaboration pour faire avancer l'égalité des genres vers, dans et à travers l'éducation au sein du cadre de l'Alliance GCI.

Activités au titre du résultat intermédiaire 1

Résultat intermédiaire 1 : L'intégration de l'égalité de genre dans et à travers l'éducation, dirigée et mise en œuvre par les ministères de l'Éducation, progresse en concertation avec les autres ministères concernés.

Résultat immédiat 1.1 :

Résultat intermédiaire 1.1 : Les systèmes et les processus institutionnels pour intégrer l'égalité de genre dans l'analyse sectorielle de l'éducation, les politiques, la planification, la budgétisation, les stratégies et les programmes au sein du ministère de l'Éducation sont renforcés.

Produit 1.1.1 - Les normes, les standards, les réglementations, les codes de conduite, les systèmes d'information et les outils de mise en œuvre de la politique du MEN sont élaborés et/ou révisés afin d'intégrer la notion d'égalité des genres.

En **Mauritanie**, IIPÉ-UNESCO a continué son soutien en accompagnant le gouvernement en vue d'intégrer le genre dans les principaux documents politiques. L'IIPÉ-UNESCO lui a apporté un appui significatif par le biais d'une assistance technique pour la réalisation de l'Analyse Sectorielle de l'Éducation (ASE), une évaluation complète du secteur éducatif. Cet effort a débouché sur l'élaboration du Plan sectoriel d'éducation 2024-2030 (PNDSE). Ce soutien a représenté une réalisation majeure, car l'appui technique de la GCI à l'équipe nationale a accru l'intégration du genre dans les principaux documents politiques et a développé les compétences du ministère sur la planification de l'éducation. Ce soutien devrait être un grand atout pour l'élaboration de la future politique. Enfin, l'IIPÉ-UNESCO a poursuivi son appui en accompagnant le gouvernement dans l'intégration du genre à travers les principaux documents politiques, comme sa lettre de politique sectorielle.

Au **Niger**, l'IIPÉ-UNESCO a conduit une démarche participative pour mener un diagnostic participatif de genre afin d'évaluer les efforts d'intégration du genre au sein du ministère et des stratégies sectorielles. Ce processus visait à aider les parties prenantes à identifier les lacunes et à prioriser les interventions pour améliorer les résultats de l'égalité des genres. Au Niger, l'IIPÉ-UNESCO Dakar achèvera le diagnostic institutionnel de genre entrepris avant le coup d'État et impliquera le nouveau personnel du ministère dans les discussions sur les principales constatations du diagnostic. Ce processus vise à assurer la continuité et l'inclusivité pour relever les défis liés au genre au sein du ministère en favorisant l'application d'une approche collaborative aux efforts d'intégration du genre malgré les perturbations récentes.

Au **Burkina Faso**, l'IIPÉ-UNESCO a publié les résultats du diagnostic participatif de genre au moyen d'une Note de politique, à la suite d'une initiative entreprise par le ministère de l'Éducation nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des langues nationales (MENAPLN) avec le soutien de l'IIPÉ pour relever les défis et les opportunités associés à l'intégration du genre au sein du système éducatif.

Produit 1.1.2 - L'analyse sectorielle de l'éducation, le plan sectoriel d'éducation, la planification opérationnelle et les processus de suivi et d'évaluation sont révisés afin d'inclure la perspective d'égalité des genres.

La GCI a poursuivi son partenariat avec le PME pour garantir l'intégration réelle de l'égalité de genre dans l'élaboration et la mise en œuvre des Pactes de partenariat du PME. La GCI a aidé les ministères de l'Éducation dans les pays partenaires du PME à analyser l'égalité des genres dans leurs systèmes éducatifs et à intégrer les stratégies d'égalité au sein du cadre du nouveau modèle opérationnel.

Au **Nigeria**, l'IIPÉ-UNESCO a commencé à soutenir l'élaboration du Pacte de Partenariat du PME en qualité de membre de l'Équipe spéciale, mobilisant l'expertise de la GCI pour appuyer l'intégration du genre dans la rédaction de l'Analyse des facteurs favorables et de la stratégie pour définir les réformes prioritaires proposées dans le Pacte. Le Pacte de partenariat, clé de voûte du Partenariat Mondial pour l'Éducation (PME), sert de cadre solide pour conduire les réformes transformatrices dans l'éducation. Il définit la responsabilité mutuelle entre les parties prenantes et dirige leurs efforts collectifs vers la réalisation des réformes prioritaires. Ce document est partagé avec le Conseil d'administration du PME, et fournit la base de la prise de décision sur l'octroi des financements du PME. Le PME plaide pour que le Pacte de partenariat serve de cadre complet pour harmoniser les diverses sources de financement, y compris les financements du PME, optimisant ainsi les ressources et maximisant leur impact sur les résultats scolaires. À travers son implication dans l'élaboration du Pacte, l'IIPÉ-UNESCO contribue à garantir que les considérations de genre sont intégrées à toutes les étapes du processus et en fin de compte des réformes prioritaires, favorisant des systèmes éducatifs inclusifs et équitables pour tous.

“L'Initiative « Priorité à l'égalité » nous a vraiment aidés – à travers la collaboration, le personnel du MEN, y compris les points focaux de genre, a découvert de nouveaux outils et approches pour améliorer l'égalité des genres dans et à travers l'éducation”.

Mme Augustina Apakasa, Point focal GCI du Nigeria, ministère fédéral de l'Éducation.

Au **Sénégal**, l'équipe de la GCI a aidé le ministère de l'Éducation nationale à élaborer son Analyse Sectorielle de l'Éducation (ASE). L'ASE est une évaluation cruciale du système éducatif d'un pays, normalement dirigé par les ministères. Avec l'appui technique de la GCI, l'intégration des perspectives de genre dans l'ASE devient une réalisation notable. Cette collaboration est particulièrement importante, car elle s'aligne sur les efforts gouvernementaux, s'assurant que les disparités entre les genres sont traitées et qu'elles promeuvent l'égalité des genres dans les politiques éducatives. Plus spécifiquement, l'équipe IIPÉ-UNESCO a dirigé les travaux sur le chapitre consacré à l'Équité, l'Inclusion et l'Égalité. Le but de ce chapitre est de comprendre dans quelle mesure les possibilités d'éducation et les résultats scolaires diffèrent en fonction d'un certain nombre de variables sociales clés. L'analyse met en évidence les disparités de l'expérience scolaire selon le genre, la région, le lieu de résidence, le statut socioéconomique et le handicap de l'apprenant. Ce chapitre abordera également les mesures pour promouvoir l'équité et l'inclusivité mises en place au Sénégal pour compenser les désavantages historiques et sociaux qui ont été un frein à un accès équitable aux possibilités d'éducation pour certains apprenants et il analysera comment la distribution des ressources publiques bénéficie, ou ne bénéficie pas, aux apprenants de manière équitable. Le PSE sera publié en mars 2024.

Au **Tchad**, l'IIPÉ-UNESCO a apporté un retour d'information technique sur l'élaboration du Pacte de partenariat qui définit la responsabilité mutuelle et dirige l'attention de tous les partenaires sur la réalisation des réformes prioritaires. Ce document est partagé avec le Conseil d'administration du PME, qui s'en sert comme base de la prise de décision sur l'octroi des financements du PME. Dans le Pacte de partenariat du Tchad, les considérations de genre sont complètement incorporées, en particulier dans le cadre de l'Objectif 2 de la réforme prioritaire : « Réformer les croyances, les cultures et les pratiques des pédagogues, en donnant la priorité à une approche sensible au genre et inclusive à une éducation de qualité, adaptée et exécutée pour assurer la réalisation universelle des apprentissages fondamentaux.

En **Côte d'Ivoire**, l'IIPÉ-UNESCO a fourni la direction technique à l'élaboration du Pacte de partenariat du PME en appui au ministère de l'Éducation nationale et de l'Alphabétisation et au Groupe local des partenaires de l'éducation. L'égalité de genre a été incluse tout au long de la réforme, par des mesures génériques et propre au genre pour renforcer les résultats d'apprentissage des garçons et des filles dans l'éducation de base. L'IIPÉ-UNESCO a également participé à l'élaboration du Financement de la Transformation du Système, qui offre aux pays partenaires la capacité de faire des investissements ciblés, fondés sur des données probantes, dans les programmes qui éliminent les barrières systémiques et provoquent le changement. Le financement soutient la mise en œuvre de la réforme prioritaire dont un pays a convenu avec ses partenaires et définie dans son pacte de partenariat.

À la demande de l'UNESCO, la GCI (IIPÉ) a également apporté une assistance technique pour s'assurer que l'égalité de genre a été sciemment prise en compte dans l'analyse des facteurs favorables et dans la sélection des réformes prioritaires du Pacte de partenariat du PME de la région des Caraïbes (Dominique, Grenade, Sainte-Lucie, Saint Vincent et les Grenadines).

L'UNGEI a fourni l'expertise d'évaluation du genre, par la présentation de la boîte à outils GES, lors de l'Atelier régional du PME sur « Prioriser l'égalité des genres dans les réformes », organisé à Conakry, du 1er au 5 mai. L'atelier, qui a rassemblé environ 40 participants composés de planificateurs, directeurs centraux, points focaux de genre des MEN, représentant(e)s de la société civile et membres des Groupes locaux des partenaires de l'éducation de la Guinée, du Mali et de la République centrafricaine, a abouti à un échange de stratégies pour prioriser l'égalité des genres dans les propositions de réformes.

“Nous pensons que l'outil GES est extrêmement utile parce qu'il nous permettra de corriger les carences en matière d'égalité des genres dans nos écoles et au niveau des enseignants”.

Mama Kany Diallo, section de l'Égalité des genres, ministère de l'Enseignement préuniversitaire et de l'Alphabétisation, Guinée.

Résultat intermédiaire 1.2 :

Résultat intermédiaire 1.2 : Les capacités techniques pour intégrer l'égalité des genres dans l'éducation au sein du ministère de l'Éducation et des autres ministères concernés travaillant en collaboration avec les MEN en vue d'intégrer l'égalité entre les genres dans l'éducation sont renforcées.

Produit 1.2.1 : Le personnel du MEN et des autres ministères concernés (y compris le ministère des Finances), y compris les spécialistes de la dimension genre, a reçu une formation sur l'intégration de l'égalité des genres dans l'éducation aux échelons national et décentralisé.

La deuxième édition en langue anglaise du Cours intensif sur la planification de l'éducation sensible au genre a été dispensée par l'IIEP-UNESCO de septembre à décembre. 42 professionnels de l'éducation venant de seize pays d'Afrique anglophones se sont lancés dans un voyage de trois mois pour explorer des sujets comme les inégalités intersectionnelles en éducation, la budgétisation sensible au genre et l'intégration du genre dans les analyses et la planification sectorielles de l'éducation. Grâce à cette formation, les participant(e)s ont acquis l'aptitude d'articuler les complexités et les défis associés à l'égalité des genres dans l'éducation. De plus, les participant(e)s ont démontré leur compétence en déterminant les indicateurs pertinents, quantitatifs et qualitatifs, et en utilisant habilement les différentes sources à des fins d'analyse. Leur toute nouvelle expérience s'est aussi étendue à l'explication des complexités du processus de la planification politique, où ils ont montré leur capacité à identifier des stratégies et des interventions concrètes pour éliminer les disparités entre les genres dans l'éducation.

“Participer à la formation SCGREP a été une expérience incroyable, car le contenu et les séances m’ont donné une compréhension très précieuse de ce qu’implique la planification de l’éducation sensible au genre. Je recommande vivement cette formation à tout planificateur de l’éducation ou chercheur.”

Participant(e) à la formation courte, Ibechone UCHOLA, Commission de l'éducation de base universelle, Nigeria



Cours de courte durée IIEP-UNESCO sur le GRESP

Au **Mali**, l'UNGEI a organisé un atelier sur la Planification sectorielle de l'éducation sensible au genre (GRESP) à Bamako, du 29 novembre au 1er décembre, financé par le ministère fédéral allemand de Coopération économique et de Développement (BMZ) et mis en œuvre par le Global Project Éducation GIZ- BACKUP Education. Trente participant(e)s, comprenant les points focaux du ministère de l'Éducation, les organisations de la société civile, les partenaires techniques, les partenaires financiers et les représentant(e)s de la Coalitions des jeunes féministes, ont participé à la formation de quatre jours. Les objectifs de la formation étaient d'approfondir la compréhension des questions d'égalité des genres dans l'éducation et les principes d'un système éducatif équitable et inclusif, de familiariser les participant(e)s avec l'analyse de genre, ses outils, son rôle dans la planification sectorielle de l'éducation, de renforcer la capacité à appliquer une perspective de genre aux politiques et à la planification de l'éducation et, de renforcer l'engagement d'utiliser le leadership pour promouvoir l'égalité des genres dans l'éducation.

En collaboration avec BMZ, GIZ et l'UNICEF, l'UNGEI a organisé une formation **multi-pays** sur le Leadership transformateur de genre et la Planification sectorielle de l'éducation sensible au genre (GRESP) à Dakar du 5 au 8 décembre. Les planificateurs du ministère de l'Éducation, les représentant(e)s de la société civile et les agences du financement du PME de huit pays (Burkina Faso, République



Représentants du ministères de l'éducation et des les organisations de la société civile à l'atelier de l'UNGEI sur le GRESP au Mali. Novembre 2023



Participants à l'atelier UNGEI multi-pays sur le GRESA à Dakar, décembre 2023

centrafricaine, République du Congo, Égypte, Liberia, Malawi, Mali, Nigeria) ont partagé leurs expériences et ont élaboré des plans d'action pour mettre l'égalité de genre au centre des plans du secteur éducatif et des pactes du PME. Trois pays participants — Burkina Faso, RC et Égypte — ont utilisé récemment les guides de formation qu'ils ont reçus à la formation de Dakar, pour dispenser des formations GRESA à leurs collègues dans les MEN de leur pays.

Au **Tchad**, dans le cadre du projet "Rescolarisation des filles", financé par le gouvernement japonais (Projet MEXT) et coordonné par l'UNESCO, la direction de l'Éducation des filles et de la Promotion du genre (DDEFPG) du MENPC a travaillé avec le Bureau Afrique de l'IPEE-UNESCO afin d'élaborer un Manuel de l'enseignant pour l'égalité des genres dans le système éducatif du Tchad. Ils ont aussi organisé des ateliers de formation dans les administrations décentralisées. En septembre 2023, l'équipe de la DDEFPG et la délégation du Bureau Afrique de l'IPEE-UNESCO se sont rencontrées à N'Djaména pour rédiger le manuel et le plan des prochains ateliers à Bongor et Abéché. Les administrations décentralisées choisies pour la formation durant l'atelier de Bongor comprenaient Mayo-Kebi East, Mayo-Kebi West, et Tandjilé. En janvier 2024, les deux équipes se sont à nouveau réunies pour finaliser le manuel et organiser l'atelier de Bongor, confirmant les dates, les participants, le contenu de la présentation et la logistique.



Atelier IPEE-UNESCO pour réviser le manuel de formation des enseignants sensible au genre, Tchad, septembre 2023.

En **Mauritanie**, l'IPEE-UNESCO a participé activement à l'ASE et à la préparation du PSE. Tout au long de l'année, l'équipe a dirigé différents ateliers et elle a apporté un appui technique à la planification sectorielle de l'éducation et à un Modèle de simulation financière. En décembre 2023, les Groupes des partenaires locaux de l'éducation (GLPE) ont donné leur validation et leur approbation. Le plan comporte un ensemble complet de mesures visant à lutter contre les inégalités entre les genres. Outre ces appuis, l'IPEE-UNESCO accompagne, avec le soutien financier du gouvernement japonais, le renforcement des capacités des Comités de Gestion Scolaire (COGES) aux échelons central et décentralisé pour transmettre une plus grande intégration du genre.

Produit 1.2.3 : Un programme novateur de cohorte est mis en place pour soutenir les planificatrices du ministère de l'Éducation.

Sur la base des leçons apprises des deux groupes précédents, l'IPEE-UNESCO a commencé une troisième Communauté de pratique sur le genre et l'éducation (CPGE). Ce groupe a impliqué des personnes qui avaient déjà pris part à une formation sur la planification de l'éducation sensible au genre en 2022. Le programme a duré six mois, de juin à décembre 2023, et a été spécifiquement conçu pour 30 planificateurs de l'éducation qui parlaient français et venaient de 14 pays. Suivant un processus de co-création, le programme a inclus des sessions sur les données du suivi mondial de l'éducation, mesurant « les aspects difficiles à mesurer » de l'égalité de genre comme le changement des normes et les audits de genre participatifs. Trente membres de la Communauté de pratique sur le Genre et l'Éducation d'Afrique francophone ont été invités à un atelier en présentiel d'une semaine, organisé à Dakar par l'IPEE-UNESCO dans le cadre d'un programme de réseautage et d'échange de six mois. Les ateliers portaient principalement sur les questions liées aux données, traitant les aspects allant de la collecte et l'analyse à la diffusion et l'utilisation pour piloter l'éducation transformatrice de genre. Durant l'atelier, les membres ont partagé les meilleures pratiques de leurs pays respectifs et ils ont appris les uns des autres, contribuant également à renforcer la dynamique initiée par la GCI vers la réalisation de l'éducation transformatrice de genre. Au total, en 2023, l'IPEE a formé 89 femmes des MEN de la région..

“J’ai appris beaucoup des membres de la CPGE des autres pays et cela m’a permis d’identifier des interventions susceptibles d’être reproduites dans mon pays, comme la budgétisation sensible au genre, la collecte des données sur la violence fondée sur le genre en milieu scolaire, le plaidoyer et surtout, l’identification de la résistance et les moyens de l’éliminer dans le processus d’éducation sensible au genre.”

Membre du CPGE Mme Virginie Moussa Minda, ministère de l'Enseignement secondaire, Cameroun.



Communauté de pratique sur le genre et l'éducation : atelier à Dakar, octobre 2023

Résultat intermédiaire 1.3 :

Produit 1.3.1 Projets de recherche-action sur les obstacles à la mise en œuvre de l'égalité des genres

L'IPE-UNESCO a lancé la phase de collecte des données du projet de recherche sur la lutte contre l'abandon scolaire des filles par le biais des systèmes de données, des politiques et des systèmes de prévention précoce en Sierra Leone et au Mozambique. L'objectif de ce projet consiste à contribuer à la génération de données probantes sur le processus de l'abandon scolaire des filles dans ces deux pays et à aider les gouvernements à élaborer des systèmes de données, des politiques éducatives et des outils permettant son identification précoce et sa prévention. Plus particulièrement, il cherche à étudier les possibilités de conception et de mise en œuvre de Systèmes précoces d'alerte, innovants, en Afrique. À travers différentes missions de collecte de données, l'équipe de recherche a interviewé plus de 50 informateurs clés aux échelons central et décentralisé.

En 2023, le projet de recherche Women in Learning Leadership (WILL), une initiative conjointe de l'IPE-UNESCO Dakar, la GCI et le Bureau mondial de recherche et de prospective – UNICEF Innocenti, a abouti à la publication de deux travaux précurseurs, qui offre chacun un éclairage particulier sur le rôle central des femmes dans leadership éducatif. La première publication, intitulée : « Le rôle des directrices d'écoles dans l'amélioration de l'apprentissage en Afrique francophone », présente une analyse complète de la corrélation entre le genre des chefs d'établissement et la réussite scolaire des élèves. S'appuyant sur des données réunies dans quatorze pays africains, plus précisément le jeu de données PASEC 2019, cette étude apporte des preuves convaincantes de l'impact profond du leadership des femmes sur la réussite des élèves en lecture et en mathématiques. En éclairant ce lien, la publication plaide en faveur de politiques et de pratiques sensibles au genre visant à favoriser des environnements éducatifs inclusifs hautement performants dans la région.

Pour compléter ce travail précurseur, une seconde publication : « Le leadership des femmes dans les apprentissages au Tchad » est présentée en français pour amplifier son accessibilité et sa pertinence au sein des contextes locaux. Cette publication approfondit les défis particuliers rencontrés par les femmes dirigeantes dans l'éducation au sein du contexte tchadien et leurs triomphes. En élevant les voix et les expériences des femmes en éducation au Tchad, cette publication célèbre non seulement leur résilience et leur inventivité, mais elle sert aussi de témoignage sur le pouvoir transformateur du leadership féminin pour faire progresser l'excellence scolaire et l'équité au sein de leur communauté.

Ensemble, ces publications sont un témoignage de notre engagement indéfectible pour faire avancer l'égalité des genres et l'excellence scolaire par une recherche rigoureuse, le plaidoyer et la diffusion des connaissances. Alors que nous continuons à défendre la cause des femmes dans l'apprentissage, nous sommes déterminés à mettre à profit ces perspectives pour éclairer les politiques et pratiques fondées sur des données probantes qui donnent aux femmes les moyens de devenir les vectrices d'un changement positif dans l'éducation et au-delà.

Résultat intermédiaire 1.4 :

Résultat intermédiaire 1.4 : Le leadership du ministère de l'Éducation en matière de dialogue interministériel et intersectoriel et de coordination est renforcé afin d'éliminer les obstacles à l'égalité des genres dans l'éducation du côté de la demande et de l'offre.

Produit 1.4.2 : Les goulets d'étranglement potentiels à la mise en œuvre de la budgétisation prenant en compte la dimension genre dans l'éducation sont analysés et un dialogue sur la politique est instauré entre les ministères des Finances et les ministères de l'Éducation sur la budgétisation de la dimension genre dans les pays intéressés.

La Budgétisation Sensible au Genre (BSG) est un outil puissant de politique publique qui analyse dans quelle mesure les budgets favorisent l'équité de genre, en prenant des mesures pour les rapprocher et assurer le financement adéquat des engagements envers l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes.

En **Sierra Leone**, l'IPE-IPE a dispensé une formation en présentiel de quatre jours au personnel du ministère de l'Éducation de base et du Second cycle de l'enseignement secondaire (MBSSE) sur la BSG. Le MBSSE fait partie des cinq ministères de tutelle sélectionnés pour lancer la BSG dans le processus de préparation du budget pour l'Année Fiscale 2023. Les objectifs principaux de la formation étaient : i) faire en sorte que tous les participant(e)s du MBSSE acquièrent une solide compréhension des processus de planification et de budgétisation de l'éducation et du caractère central de leurs rôles ; ii) donner les capacités aux participant(e)s du MBSSE d'intégrer la perspective de genre dans le processus de budgétisation de l'éducation, spécialement dans les étapes de formulation et d'évaluation et ; iii) doter les participant(e)s des outils et compétences pour préparer une proposition de budget sensible au genre, identifier les indicateurs appropriés, fixer des cibles sensibles au genre, et mener un examen des dépenses sensible au genre. La formation a eu lieu en novembre à Freetown.

Durant la seconde phase de la GCI, l'IPE vise à accroître son assistance technique en budgétisation sensible au genre. L'objectif est double : favoriser une plus grande réactivité dans les politiques d'éducation et renforcer l'intégration entre la planification sectorielle et le budget alloué à l'éducation. De cette façon, les engagements envers l'égalité de genre seront réellement représentés dans des budgets propices à l'équité entre les genres. Cette initiative supposera de fournir un appui technique à la programmation budgétaire, de mener des activités de formation, d'entreprendre un travail analytique pour apporter des preuves de la façon dont les allocations et décisions budgétaires peuvent augmenter ou diminuer les disparités entre les genres, les régions ou les classes sociales.



Formation IPE-UNESCO sur la BSG en Sierra Leone, novembre 2023

Activités au titre du résultat intermédiaire 2

Résultat intermédiaire 2 : Un meilleur environnement propice du secteur éducatif en appui aux efforts du MEN en matière d'intégration de l'égalité de genre dans et à travers l'éducation.

Résultat intermédiaire 2.1 :

Résultat intermédiaire 2.1 : La capacité des organisations locales et nationales de la société civile (y compris les organisations dirigées par les jeunes) à entreprendre efficacement un plaidoyer politique, des campagnes et des programmes fondés sur des données probantes dans le domaine de l'égalité des genres dans l'éducation est renforcée.

Produit 2.1.1 : Initiatives en faveur de l'égalité des genres dans l'éducation entreprises par les OSC (plaidoyer politique, campagnes publiques, et autres programmes)

Les partenaires de la société civile de la GCI — ANCEFA, FAWE et Plan International — ont joué un rôle crucial sur le terrain pour aider les ministères de l'Éducation à mettre l'accent sur l'égalité des genres dans la planification sectorielle de l'éducation et à éveiller l'intérêt des communautés sur l'éducation des filles et l'égalité des genres. Grâce aux programmes de la GCI, ils ont déployé des initiatives de renforcement des capacités à l'intention de 155 représentant(e)s gouvernementaux et de 367 représentant(e)s des OSC, et ils ont touché plus de 22 000 membres de la communauté par des activités de sensibilisation.

Au **Burkina Faso**, les données officielles ont indiqué que durant le mois de février 2023, soixante-six (66) installations éducatives ont été nouvellement fermées à cause de la crise sécuritaire, touchant 16 810 élèves, dont 9 256 filles. En collaboration avec l'UNGEI, le ministère de l'Éducation du Burkina Faso (MENAPLN) et FAWE ont organisé un atelier de deux jours à Ouagadougou (26 - 27 juin 2023), afin d'élaborer deux guides de formation et de sensibilisation sur l'éducation des filles en situations d'urgence. Trente participant(e)s de quatre ministères différents (Éducation, Santé, Jeunesse, Genre), FAWE et ses partenaires, y compris les jeunes activistes, UNGEI et CIEFFA/ UA, ont participé à l'atelier. L'atelier a permis aux participant(e)s d'acquérir une connaissance approfondie de l'éducation des filles en situations d'urgence au Burkina Faso, ainsi que d'amender et de finaliser les deux guides sur l'éducation des filles en situations d'urgence.

Au **Mali** et au **Niger**, pour faire avancer la participation des jeunes à la planification sectorielle de l'éducation sensible au genre, la GCI a commencé à soutenir les Coalitions des jeunes féministes pour l'éducation transformatrice de genre. Financé par le ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ) et mis en œuvre par le Global Project Éducation – BACKUP Éducation GIZ, l'UNGEI a commencé à soutenir les coalitions des jeunes.

Le 20 juin, l'UNGEI, en collaboration avec l'UNICEF et [Transformer l'éducation](#), a lancé la première Coalition des jeunes féministes pour l'éducation transformatrice de genre au **Niger**, qui a réuni trente jeunes dirigeantes travaillant sur l'égalité des genres dans et à travers l'éducation. Les participantes ont discuté des défis à l'égalité des genres dans l'éducation au **Niger** et elles ont partagé leurs expériences personnelles et leurs perspectives uniques d'activistes



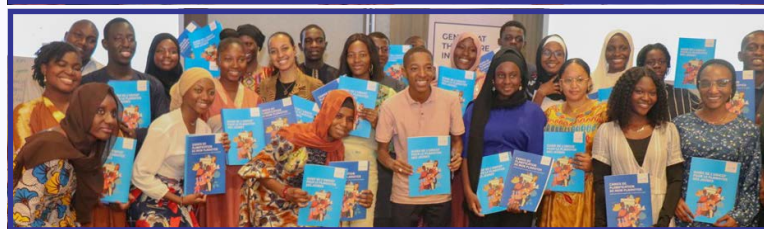
Membres de la Coalition de la jeunesse féministe du Niger, soutenue par UNGEI, lors de l'événement de lancement de la coalition à Niamey, Niger.

de l'égalité des genres. La Coalition est une plateforme pour le plaidoyer et le soutien mutuel et vise à devenir la première plateforme de consultation des jeunes pour le ministère de l'Éducation nationale sur toutes les questions relatives à l'égalité des genres dans l'éducation. La coalition est représentée dans le Groupe local des partenaires de l'éducation.

L'UNGEI a aussi soutenu le lancement d'une Coalition des jeunes féministes au **Mali**, qui a aussi permis l'autonomisation de 30 jeunes féministes pour organiser l'égalité des genres à l'échelon national. La coalition s'est réunie le 7 août et a élaboré un plan d'action pour un plaidoyer commun, l'engagement communautaire et le soutien par les pairs. Représentée officiellement au sein du Groupe local des partenaires de l'éducation, la coalition sera à même de participer à la prise de décision du secteur éducatif pour promouvoir l'éducation transformatrice de genre.

« La création de cette coalition nationale des jeunes offre de nouvelles voies pour promouvoir l'éducation inclusive. En tant que jeunes leaders engagés, nous pourrions façonner les politiques et les réformes au Mali. Nos voix comptent pour un avenir équitable de l'éducation. »

Zeina Mohamed Ali, Coalition féministe des jeunes du Mali



Les membres de la Coalition de la jeunesse féministe du Mali exposent leurs intentions pour l'année, Bamako, Mali. Soutenue par UNGEI.

Au **Burkina Faso**, FAWE a encouragé la création d'une coalition nationale des jeunes pour promouvoir l'éducation des filles. En collaboration avec cette coalition, un forum national de plaidoyer des jeunes pour la promotion de l'éducation des filles a été organisé le 19 octobre à Ouagadougou sous la présidence du secrétaire général du ministère de l'Éducation. Au total, 57 personnes venant des régions du Centre, de l'Est et du Centre-Sud ont participé à l'événement. Le forum a été une occasion pour les jeunes de mettre en avant les messages de plaidoyer sur la nécessité d'installer des toilettes adaptées à la Gestion de l'Hygiène Menstruelle (GHM) dans les écoles de la région Centre-Sud, les soins aux filles déplacées à l'intérieur de leur propre pays de la région Est, la persistance des stéréotypes sexistes dans les pratiques pédagogiques, les obstacles à la rétention et la réussite des filles à l'école, et la résurgence de l'insécurité dans l'environnement scolaire au Burkina Faso. Les représentant(e)s des jeunes ont transmis leurs messages de plaidoyer aux représentant(e)s du ministère de l'Éducation et des chefferies traditionnelles. Une autre réunion de plaidoyer/sensibilisation sur l'éducation des filles s'est tenue dans la région Centre-Sud, présentée par le directeur régional du MEN des Enseignements post-primaire et secondaire, suivant le même modèle, avec 53 participant(e)s.



Des représentants de la jeunesse délivrent des messages de sensibilisation aux autorités et aux partenaires invités, y compris le ministère de l'éducation et la hiérarchie traditionnelle, en juin 2023 à Ouagadougou, Burkina Faso.

Au **Mozambique**, ANCEFA, par le biais du Mouvement pour l'Éducation pour Tous (MEPT) et de la collaboration avec le ministère de l'Éducation et du Développement humain, s'est concentré sur le plaidoyer et la mise en œuvre de politiques d'éducation percutantes pour les filles de mai à décembre. En instaurant le dialogue avec les groupes de travail du ministère, l'initiative a influé sur la création d'un plan d'action national pour la réintégration et la rétention dans les écoles, en particulier des filles. Citons parmi les activités fructueuses le plaidoyer avec les parlementaires, la diffusion du Mécanisme Multisectoriel de Prévention et de Lutte contre la Violence en Milieu Scolaire, et les campagnes médiatiques pour promouvoir l'éducation des filles. Citons parmi les réalisations notables : influencer sur la révision du code de conduite des enseignants pour éliminer les inégalités entre les genres et lutter contre la violence fondée sur le genre en milieu scolaire. Ces efforts ont permis au MEPT de toucher un total de 240 bénéficiaires, comprenant des étudiant(e)s, des enseignant(e)s et des parties prenantes de la société civile.

Au **Mali**, FAWE, avec la Coalition EPT et Plan International, a organisé des sessions de plaidoyer à Kati, Baguinéda, et Bamako les 12, 25 et 27 octobre pour améliorer la scolarisation et la rétention des filles dans l'éducation. Durant ces sessions, les autorités locales se sont engagées à créer des environnements propices à l'éducation des filles, notamment en garantissant des conditions adéquates pour l'achèvement de l'enseignement secondaire à Kati et l'augmentation des taux de scolarisation à Baguinéda. À Bamako, le Parlement des enfants a présenté une note de plaidoyer au ministère de l'Éducation pour accroître la scolarisation et la rétention des filles, en particulier dans les niveaux d'études du primaire.

En **Sierra Leone**, Plan International a été le fer de lance des initiatives visant à promouvoir l'égalité des genres et l'autonomisation des jeunes. Premièrement, Plan a soutenu l'établissement de systèmes de signalement pour lutter contre la violence fondée sur le genre en milieu scolaire dans 30 écoles. Ces systèmes, mis en place dans les écoles des districts de Western Area Urban, Western Area Rural, Moyamba et Port Loko, ont inclus la constitution de groupes de pairs éducateurs, la distribution de boîtes de suggestion et la fourniture de matériels de documentation sur cette question. En animant des réunions et des séances dirigées par des conseillers d'orientation et des enseignants points focaux, Plan International a veillé à ce que les élèves aient accès aux ressources et aux mécanismes de soutien pour lutter efficacement les questions liées à la violence fondée sur le genre.

De plus, Plan International a animé des consultations sur l'utilisation des bus scolaires publics avec 120 filles venant de 30 écoles dans les quatre districts. Cette initiative visait à impliquer activement les filles dans les processus de prise de décision concernant leur éducation. En faisant participer les filles aux discussions sur le transport vers et depuis l'école, Plan International a reconnu l'importance de leur voix pour façonner les politiques qui les touchent directement. Plan a aussi mené des sessions de formation destinées élèves du premier et du second cycle du secondaire sur la conduite du plaidoyer. 95 personnes comprenant des élèves, des animateurs et le personnel ont assisté à ces sessions, organisées dans les districts de Western Area, Urban et Moyamba, du 9 au 10 octobre. La formation visait à doter les jeunes des compétences essentielles de plaidoyer, en mettant l'accent sur l'importance du plaidoyer dirigé par les jeunes dans leurs écoles et leurs communautés.

Au **Niger**, Plan International a entrepris de multiples initiatives visant à stimuler l'égalité des genres et favoriser l'éducation inclusive. Du 28 au 31 août, les initiatives ont commencé par une série de sessions d'échanges et de sensibilisation, avec la participation de 23 parties prenantes des organisations de la société civile et le personnel du ministère de l'Éducation. Les sessions ont éclairé les barrières existantes à l'intégration du genre et favorisé le dialogue sur le leadership transformateur. Les participant(e)s de diverses régions comme Niamey, Dosso, Tillabéri et Maradi ont trouvé ces discussions révélatrices et se sont engagés à faire avancer l'égalité des genres. De plus, du 4 au 5 septembre, une session complète de formation nationale sur la dynamique de genre et le programme d'éducation transformatrice de genre a été menée, au profit de 45 responsables du ministère. La pertinence de la formation a été unanimement saluée, suscitant des appels pour une collaboration soutenue et des plateformes d'échange des connaissances.

Du 28 au 30 septembre, une caravane de sensibilisation a été lancée par Plan International, touchant plus de 950 018 personnes dans des régions incluant Maradi, Aguié, Gazoua et Tessaoua. Cette initiative visait à accroître la prise de conscience de l'importance de l'éducation des filles, alimentant le dialogue communautaire et favorisant les engagements.

Pour célébrer la Journée internationale de la fille, Plan International a organisé des événements, comme des débats-conférence et des émissions-débats, le 12 octobre. Sur le thème de « L'activisme, la Responsabilité et les Ressources pour les filles », ces discussions ont attiré près de 100 parties prenantes des domaines de l'éducation et l'égalité des genres, favorisant les échanges et les idées constructives.

Produit 2.1.2 : Des ateliers (nationaux, multinationaux) sur l'égalité de genre en matière de questions éducatives et/ou d'approches sont organisés pour les OSC

Le 12 juillet, l'UNGEI et le Consortium des OSC de la GCI ont organisé le second webinaire de la série de séances d'apprentissage sur l'action de la société civile au sein de la GCI. Trente-sept (37) représentant(e)s de la société civile d'ANCEFA, FAWE, Plan et Filles pas Épouses de neuf pays (Sénégal, Mali, Niger, Burkina Faso, Tchad, Sierra Leone, Mozambique, Nigeria et Cameroun) ont participé à ce webinaire. Les partenaires de la société civile ont partagé leurs expériences sur l'approche globale de l'école pour mettre fin à la VGMS, l'influence du MEN sur l'égalité des genres dans l'éducation et l'impact du renforcement des capacités par la GCI sur les programmes éducatifs. Le partenaire de la GCI, Filles pas Épouses, a partagé les leçons qu'il a tirées de leurs projets de plaidoyer budgétaire pour mettre fin au mariage des enfants et promouvoir l'éducation des filles en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale.

Le Consortium de la société civile de la GCI du Tchad, composé d'ANCEFA, FAWE Tchad et de la Coalition des organisations sociales pour le développement de l'éducation (COSOCIDE-Tchad), a organisé un atelier de renforcement des capacités pour les dirigeants des organisations de la société civile, du 25 au 27 avril, sur le plaidoyer et la mobilisation communautaire en faveur de la scolarisation et de la rétention des filles dans les écoles et les structures d'Enseignement et de Formation Techniques et Professionnelles (EFTP).

En suivi, ANCEFA et COSOCIDE ont organisé deux ateliers sur les mêmes thèmes et objectifs à Bol et à Koumra (Tchad) du 3 au 4 juin avec 56 participants. Ont assisté aux trois ateliers des agents du ministère de l'Éducation, des membres du consortium de la GCI, des jeunes filles et femmes activistes et des autorités politiques. En conséquence, les autorités compétentes et les dirigeants des OSC ont compris les enjeux pour lever les obstacles à l'éducation et ils ont exprimé leur engagement à faire bouger les lignes en faveur de l'égalité des genres dans et à travers l'éducation dans le système éducatif tchadien et dans leurs communautés.

Afin d'inclure l'éducation transformatrice de genre dans les Programmes de Développement Sociaux, Économiques et Culturels (PDSEC) locaux, FAWE-Mali a organisé un atelier de trois jours à Bamako (Mali) rassemblant 30 participant(e)s composés de représentant(e)s du ministère de l'Éducation nationale, de représentant(e)s élu(e)s des communautés

« Les OSC ont un rôle essentiel à jouer en matière de plaidoyer politique et de mobilisation communautaire en faveur de la scolarisation et de la rétention des filles. Elles devraient obtenir un soutien pour rendre leur participation dynamique et effective dans le système éducatif tchadien au profit des filles »

Mme Fatimé Gattibé Tabo, directrice du Développement de l'éducation des filles et de la promotion du genre, ministère de l'Éducation, Tchad

décentralisées, de représentant(e)s de la société civile et des organisations de jeunes. À l'issue de l'atelier, les participant(e)s avaient une meilleure compréhension des concepts d'égalité de genre, d'éducation transformatrice de genre, et de planification et de budgétisation sensibles au genre, et de la façon d'intégrer la perspective d'éducation transformatrice de genre dans les PDSEC.

Au Nigeria, FAWE a organisé deux ateliers sur l'éducation sensible au genre (GRES) du 16 au 18 octobre dans l'État de Katsina et du 23 au 25 octobre dans l'État de Cross River. 33 participant(e)s de l'État de Katsina et 34 participant(e)s de l'État de Cross River du ministère de l'Éducation et des OSC ont pris part à ces séances de formation. Les formations visaient à accroître l'aptitude des participant(e)s à évaluer, planifier, évaluer et se prononcer sur les meilleures mesures et stratégies pour promouvoir l'égalité des genres dans et à travers le secteur éducatif. Le principal résultat de la formation a été l'élaboration d'un programme de travail au niveau de l'État visant à promouvoir les plans et les programmes sensibles au genre par une approche participative dans les deux États de Katsina et Cross River.

Au Niger, du 13 au 15 septembre, Plan International a facilité le renforcement des capacités de 20 participant(e)s des organisations de la société civile et des responsables du ministère de l'Éducation à travers une formation ciblée sur les approches transformatrices de genre et les stratégies d'éducation inclusive. Cette initiative, qui a inclus la formation des membres du Groupe de travail sur le Genre et l'Inclusion, visait à renforcer les fondements pour promouvoir l'égalité des genres et favoriser les pratiques d'éducation inclusive.

Résultat intermédiaire 2.2 :

La coordination en faveur de l'égalité des genres dans l'éducation par le biais des GLE, sous la direction du MEN, progresse.

Produit 2.2.2 Des événements et ateliers (nationaux et multinationaux) ont été organisés



Le personnel du Ministère de l'Éducation de Guinée participe à la compilation et à l'analyse des données dans le cadre de l'évaluation du données (GES assessment) soutenue par l'UNGEI. Conakry, Guinée

L'UNGEI a aidé le ministère de l'Éducation de **Guinée** à mener une évaluation préliminaire de l'égalité des genres dans et à travers l'éducation au moyen de la [Égalité des genres dans l'éducation : instantané : Boîte à outils \(GES\)](#). Le 27 avril, l'UNGEI, en collaboration avec l'UNICEF, a organisé un atelier pour le Groupe Local des Partenaires de l'Éducation (GLPE) pour discuter les [résultats de l'évaluation](#) et formuler des recommandations pour promouvoir l'égalité des genres, et intégrer réellement la dimension genre au sein des réformes prioritaires du pays exposées dans le processus du PME. Cet événement a permis de rassembler 24 participant(e)s, y compris les membres de l'équipe technique du Programme Décennal de l'éducation en Guinée (ProDEG), ainsi que des représentant(e)s de la société civile et des membres du Groupe local des partenaires de l'éducation.

Financé par le ministère fédéral allemand de coopération économique et de développement (BMZ) et mis en œuvre par le biais de Global Project Éducation – BACKUP Education GIZ, l'UNGEI a également aidé le ministère de l'Éducation nationale du (MNE) du **Niger** et le GLPE à mener une [évaluation GES](#) dans le pays. En collaboration avec l'UNICEF et le GLPE, un atelier de validation a été organisé le 21 juin, lequel a rassemblé 30 participant(e)s issu(e)s des différentes parties prenantes de l'éducation, ainsi que des jeunes féministes de la Coalition nationale des jeunes féministes soutenue par la GCI. Les [résultats](#) de l'évaluation guideront la révision de la Stratégie Nationale pour Accélérer l'Éducation et la Formation des Filles et des Femmes (SNAEFF) et l'élaboration du nouveau plan sectoriel d'éducation.

« Nous ne pouvons pas faire progresser notre société sans promouvoir l'égalité de genre. »

Mohamed Zeidane, secrétaire général du ministère de l'Éducation du Niger

Résultat intermédiaire 2.3 :

Le dialogue sur les politiques et les pratiques en faveur de l'égalité des genres dans l'éducation progresse à l'échelle nationale, continentale et mondiale.

Produit 2.3.1 Le dialogue sur les politiques et les pratiques en matière d'égalité des genres dans l'éducation est favorisé et facilité lors d'événements nationaux, continentaux et mondiaux

En 2023, la GCI a renforcé significativement sa visibilité tant au sein de l'IIPE-UNESCO et de l'UNICEF qu'en externe à travers les diverses plateformes et événements. L'IIPE et l'UNGEI ont organisé leur participation à des événements majeurs de la recherche, comme la conférence du CIES (Société d'éducation comparée et internationale) pour présenter leurs initiatives et leurs réalisations à un public mondial de professionnels et chercheurs de l'éducation, ce qui a positionné la GCI comme un acteur majeur de l'éducation transformatrice de genre.

Du 12 au 14 septembre, la GCI a participé à la réunion CIEFFA/UA avec le cluster « Éducation Filles et Femmes » au Burkina Faso. La représentante de la GCI a partagé les leçons tirées de la mise en œuvre de la GCI et elle a présenté la façon dont la GCI pourrait renforcer sa contribution aux activités du Cluster et à l'Union africaine.

Du 1er au 3 novembre, l'UNGEI a réuni plus de 120 organisations au [Feminist Network for Gender-Transformative Education](#) (Réseau féministe pour l'éducation transformatrice de genre) à Istanbul. La GCI a appuyé une séance sur l'éducation des filles dans les contextes tendus politiquement, avec une représentation du Burkina Faso et du Niger, et elle a partagé les leçons tirées des pays de la GCI — ouvrir le dialogue sur les réussites et les défis dans l'éducation en situation d'instabilité politique.

Les 21 et 22 novembre, la GCI a participé à la 3ème Conférence triennale sur l'éducation des filles en Afrique à Nairobi. La conférence a rassemblé environ 250 experts de l'éducation et du genre de l'ensemble du continent. La GCI a partagé les leçons apprises sur le renforcement des systèmes transformateurs de genre et a présenté la boîte à outils Genre-ESU.



Maimouna Kere, directrice de l'éducation des filles au ministère de l'éducation du Burkina Faso, partage les leçons tirées des activités soutenues par la GCI lors de la réunion du réseau féministe 2023 pour l'éducation transformatrice en matière de genre à Istanbul, Turquie. novembre 2023.

La GCI a aussi participé au Symposium KIX (Échange de connaissances et d'innovations) à Abidjan, en octobre 2023, où elle a présenté ses projets et partagé son expertise sur les politiques et les pratiques d'éducation sensible au genre. Lors de la Conférence UKFIET (Forum du Royaume-Uni pour l'éducation et la formation) en septembre 2023, la GCI a tenu un Symposium dans le cadre du sous-thème « Égalité et inclusion » et elle a dialogué avec les décideurs politiques, les chercheurs et les praticiens pour discuter les approches novatrices pour lutter contre les disparités entre les genres en éducation.

De plus, les représentantes de la GCI sont intervenues dans quelques médias importants, comme BBC Africa, RTS et France 24, plaidant en faveur de l'égalité des genres dans l'éducation et partageant des perspectives sur les initiatives de la GCI. L'Initiative a aussi célébré la Journée internationale de la fille par différentes activités de sensibilisation, en mettant l'accent sur l'importance de l'éducation et de l'autonomisation des filles. De plus, la GCI a contribué au blog de NORRAG en exposant les facteurs qui contribuent à l'abandon scolaire des filles et elle a proposé des stratégies pour s'attaquer à cette question le 11 octobre.

Enfin, durant la célébration du 60ème anniversaire de l'IPE en novembre, les réalisations de la GCI ont été mises en lumière et plus de 1200 participant(e)s en ligne et des centaines de participant(e)s en personne ont assisté à l'événement à Paris. Cette plateforme a offert une occasion de présenter l'impact de la GCI ainsi que ses contributions aux politiques et aux pratiques d'éducation sensibles au genre. Ces engagements et ces activités ont beaucoup accru la visibilité et la reconnaissance de la GCI au sein de la communauté éducative et auprès du grand public, renforçant sa position en tant que chef de file de la promotion de l'égalité des genres dans l'éducation.

[Produit 2.3.2 Les notes et les rapports sur les politiques et les pratiques en matière d'égalité des genres dans l'éducation sont rédigés.](#)

En mars, l'UNGEI et Dalberg ont publié un rapport sur [Les normes sociales et l'éducation des filles en Sierra Leone](#), avec un [Rapport sommaire](#). La recherche fondée sur la communauté a étudié les déterminants sociaux, les normes et les perceptions qui sont un frein à l'éducation des filles en Sierra Leone et elle a identifié des démarches constructives pour transformer les normes sociales et aider les filles et les garçons à réaliser leurs rêves, notamment en favorisant l'accès de modèles féminins pour les filles. L'UNGEI a organisé plus tard un [webinaire](#) en juin, qui a rassemblé les partenaires de l'éducation aux échelons national et mondial, notamment les jeunes activistes, pour réfléchir sur les résultats de l'étude et identifier les interventions nécessaires pour transformer réellement les normes sociales au sein du système éducatif et au-delà.

En avril, l'UNGEI et Cambridge Éducation ont publié un rapport : [Comment l'égalité des genres dans l'éducation est-elle incluse dans la planification sectorielle de l'éducation : une analyse du pouvoir, de la voix et du changement social](#) parallèlement à une [note d'information](#). Le rapport était accompagné de huit sous-rapports, offrant chacun une analyse plus détaillée et spécifique de l'étude dans chaque pays de la GCI — [Burkina Faso](#), [Tchad](#), [Mali](#), [Mauritanie](#), [Mozambique](#), [Niger](#), [Nigeria](#) et [Sierra Leone](#). L'UNGEI a organisé un [webinaire](#) le même mois, qui a rassemblé des jeunes activistes, des représentant(e)s des ministères

de l'Éducation et de la société civile pour réfléchir sur les résultats de l'étude et identifier les actions nécessaires pour faire avancer réellement la planification de l'éducation sensible au genre.

En août, la GCI a publié une [Note de plaidoyer](#) exposant l'approche systémique de l'Éducation Transformatrice de Genre (ETG) de l'Initiative. La Note offre un aperçu du modèle de partenariat unique de l'Alliance GCI, par le biais duquel l'Initiative construit un mouvement social fort en faveur de l'ETG en Afrique subsaharienne, ainsi que de la vision de la GCI pour renforcer les systèmes éducatifs en vue de l'égalité des genres.



Avant-première du dossier de plaidoyer de la GCI sur les médias sociaux

En septembre, l'UNGEI a publié un [Dossier d'information sur le programme pour les bureaux pays de l'UNICEF](#), qui donne un aperçu de l'offre programmatique de la GCI, et les moyens dont les bureaux pays peuvent recevoir l'appui technique de la GCI. Deux webinaires internes ont été organisés ultérieurement avec les bureaux de l'UNICEF en Asie et en Afrique pour partager les expériences de la mise en œuvre de la GCI et apprendre comment obtenir un appui pour la mise en œuvre des programmes d'éducation transformatrice de genre au sein des bureaux pays.

En 2023, l'IPE a publié deux rapports notables qui ont contribué à la recherche sur l'éducation et au dialogue sur les politiques. La première publication, intitulée « [Le rôle des directrices d'école dans l'amélioration des apprentissages en Afrique francophone](#) », met en lumière le rôle essentiel des directrices d'école dans l'amélioration des apprentissages en Afrique francophone. Ce rapport complet, co-écrit avec l'UNESCO, examine les stratégies et les pratiques employées par les directeurs/directrices pour opérer un changement positif dans la qualité de l'éducation et l'équité. Il fournit une analyse approfondie, des études de cas et des recommandations politiques pour appuyer les efforts dans ce domaine.

De plus, l'IPE a publié un rapport intitulé « [Les considérations de genre dans les stratégies et pratiques du ministère de l'Éducation du Burkina Faso](#) » en 2023. Cette publication met en évidence les efforts du ministère de l'Éducation du Burkina Faso pour lutter contre les disparités entre les genres dans l'éducation. À travers un examen détaillé des stratégies et des pratiques sensibles au genre, le rapport offre un aperçu de la promotion de l'égalité des genres au sein du secteur éducatif. Il souligne l'importance d'intégrer les considérations de genre dans la politique et la pratique pour assurer l'inclusivité et l'équité.

Produit 2.4.1 : Des réunions annuelles de l'Alliance GCI Alliance (y compris les réunions annuelles des PD) sont organisées

La Réunion annuelle du Conseil d'administration de l'Alliance GCI a eu lieu à Dakar (Sénégal) du 28 au 30 mars. La réunion a rassemblé environ 80 membres de l'Alliance GCI, y compris les ministères de l'Éducation, les bailleurs de fonds, les partenaires techniques, les représentant(e)s de la société civile et les jeunes féministes des huit pays partenaires de la GCI. Durant la réunion de trois jours, les membres de l'Alliance ont discuté les résultats de la GCI, notamment l'examen à mi-parcours de la GCI, ils ont partagé les approches novatrices pour promouvoir l'égalité des genres dans l'éducation et ils ont réfléchi à la phase 2 de la GCI. De nombreux(es) participant(e)s ont exprimé leur enthousiasme et leur engagement de continuer à unir leurs forces pour faire avancer l'égalité des genres dans et à travers l'éducation.

Produit 2.4.2 : La lettre d'information semestrielle de la GCI est rédigée et diffusée.

Deux lettres d'information de la GCI, la [Numéro 5](#) et la [Numéro 6](#) ont été publiées et diffusées, couvrant respectivement les périodes de janvier à juin 2023 et de juillet à décembre 2023. Chaque lettre d'information a été publiée dans les trois langues officielles de la GCI : anglais, français et portugais. La numéro 5 a traité les mises à jour essentielles concernant la réunion annuelle du conseil d'administration de l'Alliance GCI, les webinaires, la formation, les publications de recherche et le soutien programmatique à travers les partenariats OSC. La numéro 6 a approfondi la stratégie de la phase 2 de la GCI, et a donné des mises à jour sur les résultats et les produits de la GCI au cours de la phase 1. La numéro 5 a été envoyée à la liste de diffusion de 228 partenaires, et le taux d'ouverture a atteint 42,98 %, avec un taux d'interaction de 27,63 % (par ex. les cliques sur les hyperliens dans la lettre d'information., etc.). La numéro 6 a été envoyée à la liste de diffusion actualisée de 219 partenaires, et le taux d'ouverture a atteint 52,05 %, avec un taux d'interaction/cliques de 10,05 %.

Examen à mi-parcours de la GCI et élaboration de la phase 2

[Un examen à mi-parcours](#) indépendant des deux premières années de mise en œuvre de la GCI a été mené par le cabinet de conseil Cayambe, entre décembre 2022 et mars 2023. Le but de l'examen était de comprendre les réussites et les limites de l'initiative, et d'identifier les domaines d'amélioration pour planifier l'avenir. Globalement, l'examen a révélé que la GCI a permis d'inscrire l'égalité des genres fermement dans le programme de l'éducation et que cela comble un créneau important dans les 8 pays partenaires et au-delà. Entre autres recommandations, l'examen a suggéré une révision de la stratégie de la GCI pour la phase 2, avec un accent plus fort sur la coordination nationale et l'appropriation collective. Sur la base des constatations de l'examen et des consultations avec les membres de l'Alliance GCI, la note conceptuelle de la phase 2 de la GCI a été élaborée et partagée largement avec le Comité exécutif de la GCI.



Aperçu des médias sociaux du Bulletin d'information du GCI - Numéro 6

ANNEXES

Annexe I - Tableau des activités réalisées en 2023 conformément au Programme de travail 2023 de la GCI et au Cadre de résultats de la GCI

Activités et réalisations de la GCI en 2023

	État Réalisée	Partiellement réalisée	Reportée	Annulée	Date de réalisation	Détails/Renseignement
Résultat intermédiaire 1.1 : Les systèmes et les processus institutionnels pour intégrer l'égalité de genre dans l'analyse sectorielle de l'éducation, les politiques, la planification, la budgétisation, les stratégies et les programmes au sein du ministère de l'Éducation sont renforcés.						
Produit 1.1.1 Documents, systèmes et outils du MEN intégrant l'égalité de genre						
Burkina Faso : Publication des résultats du diagnostic participatif de genre et de la Note de politique					2023	Lire la publication ici
Niger : Cartographie des outils existants pour recueillir les données statistiques sur la VGMS pour améliorer les systèmes d'information					En cours	Les processus ont été arrêtés en raison d'une tentative de coup d'État. Ils ont redémarré en 2023.
Niger : Analyse participative de genre pour analyser l'intégration du genre au sein des stratégies ministérielles et sectorielles					21 juin	
Nigeria : Intégration du genre dans la stratégie STEM pour l'enseignement supérieur					N/D	
Produit 1.1.2 L'ASE, le PSE, les processus opérationnels, de planification et de S.-É. incluent l'égalité des genres						
Mauritanie : Finalisation de l'analyse sectorielle de l'éducation sensible au genre					Juillet	Le rapport est en cours de rédaction
Mauritanie : Soutien aux planificateurs du MEN pour intégrer la notion de genre dans la planification sectorielle					Octobre	Le plan est en cours de rédaction Lire le communiqué de presse du gouvernement ici
Résultat intermédiaire 1.2 : Les capacités techniques pour intégrer l'égalité des genres dans l'éducation au sein des ministères de l'Éducation sont renforcées.						
Produit 1.2.1 Le personnel du MEN et des autres ministères concernés sont formés à l'intégration de l'égalité des genres dans l'éducation						
Mauritanie : Conception et mise en œuvre des formations sur la planification de l'éducation sensible au genre					17-26 juillet	
Mozambique : Conception et mise en œuvre d'une formation sur la BSG (budgétisation sensible au genre)						
Nigeria : Poursuite du soutien pour la transposition dans les lois nationales de la politique sur le genre dans l'éducation (NPGE) et d'autres activités pertinentes de renforcement des capacités et d'appui technique					16-18 octobre	Les ateliers GRESP organisés dans l'État de Katsina ont englobé tous les objectifs de cette activité.
Sierra Leone : conception et mise en œuvre des formations sur la BSG					31 octobre - 3 novembre	
Sierra Leone : conception et mise en œuvre des formations sur l'EFTP					2024	Cette activité a été reportée à 2024 en raison de l'instabilité de la sécurité enregistrée à Freetown à la fin de 2023

	État Réalisée	Partiellement réalisée	Reportée	Annulée	Date de réalisation	Détails/Renseignement
Tchad : Conception et mise en œuvre des formations sur le genre pour le personnel du MEN dans le cadre du projet ALAPAJ à l'échelon décentralisé (AFD)						Conception du projet MEXT à la place ALAPAJ sera préparé et mis en œuvre en 2024.
Multi-pays : Prestation d'une formation courte sur la planification de l'éducation sensible au genre (anglais)					Octobre à décembre	
Réflexion et conception de la nouvelle offre de l'IPE sur l'égalité des genres dans la planification et les stratégies de l'éducation (commencement en 2024)					Janvier 2024	
Niger : Atelier national GRESP						Cette activité, financée par BMZ, a été annulée en raison de la suspension des activités au Niger après du coup d'État militaire.
Mali: Atelier national GRESP					Décembre 1	
Atelier régional GRESP					Décembre 8	Lire le Rapport de l'atelier GRESP 2023 ici
Publication et diffusion du rapport SWOT					Juin	Les rapports SWOT sont disponibles ici
Produit 1.2.3 Programme de cohorte sur l'intégration du genre dans les MEN						
Communauté de pratique - Français : apprentissage en ligne, renforcement des capacités et activités de réseautage, atelier sur site					Juin à décembre	
Résultat intermédiaire 1.3 : La capacité du ministère de l'Éducation à changer sa culture organisationnelle interne pour mieux refléter l'engagement envers l'égalité de genre est renforcée.						
Produit 1.3.1 Projets de recherche-action sur les obstacles à la mise en œuvre de l'égalité des genres						
Sierra Leone : Lutter contre l'échec scolaire à travers les systèmes de données, les politiques et les outils de prévention précoce : Voie encourageante vers l'amélioration de l'éducation des filles en Sierra Leone						
Mozambique : Lutter contre l'échec scolaire à travers les systèmes de données, les politiques et les outils de prévention précoce : Voie encourageante vers l'amélioration de l'éducation des filles au Mozambique						
Multi-pays : mener 3 études de cas au Tchad, à Madagascar et au Bénin (Projet Women in Learning Leadership - WiLL) pour analyser les pratiques de gestion scolaire et de leadership des femmes					Fin 2023	https://dakar.iiep.unesco.org/en/women-in-learning-leadership-will
Suivi de l'année du Manifeste des engagements du Manifeste de Freetown						Reportées en 2024, les activités seront alignées sur l'Année de l'éducation de l'UA.
Mozambique : Conception et mise en œuvre des formations sur la Budgétisation Sensible au Genre (BSG) (36 techniciens)					2024	
Apport à la Plateforme de l'Éducation à l'égalité de genre à travers le suivi du Manifeste de Freetown						Contribué au développement du tableau de bord des données de la Plateforme globale par le partage des leçons apprises de l'Outil GES et la participation aux conversations stratégiques.

	État Réalisée	Partiellement réalisée	Reportée	Annulée	Date de réalisation	Détails/Renseignement
Résultat intermédiaire 1.4 : Le leadership du ministère de l'Éducation en matière de dialogue et de coordination interministériels et intersectoriels est renforcé afin d'éliminer les obstacles à l'égalité des sexes dans l'éducation du côté de la demande et de l'offre.						
Produit 1.4.2 la VFG en milieu scolaire est analysée et le dialogue sur la politique est établi entre le MdF et le MEN						
Niger : étude de cas de l'expérience du Niger sur la transition vers la budgétisation programmatique et les efforts en matière de budgétisation sensible au genre						Reporté en raison de l'instabilité politique. Cadre de diagnostic élaboré, formation de 4 jours sur la BSG en Sierra Leone au lieu du Niger et du Burkina Faso. En 2024, 4-5 pays bénéficieront d'un appui technique de l'IIPE. Le dialogue avec le MdF et les autres acteurs du financement a été établi.
Burkina Faso : étude de cas de l'expérience du Burkina Faso sur la transition vers la budgétisation programmatique et les efforts en matière de budgétisation sensible au genre						Reporté en raison de l'instabilité politique. Cadre de diagnostic élaboré, formation de 5 jours sur la BSG en Sierra Leone au lieu du Niger et du Burkina Faso. En 2024, 4-5 pays bénéficieront d'un appui technique de l'IIPE. Le dialogue avec le MdF et les autres acteurs du financement a été établi.
Résultat immédiat 2.1 : La capacité des organisations locales nationales de la société civile (y compris les organisations dirigées par les jeunes) à entreprendre efficacement des activités de défense d'une politique fondée sur des faits, de campagne et de programmation dans le domaine de l'égalité des genres dans l'éducation est renforcée.						
Produit 2.1.1 Les initiatives des OSC en matière de genre dans l'éducation sont entreprises						
Les projets d'égalité des genres dans l'éducation sont entrepris par les OSC						
Les rapports semestriels sont soumis et examinés					Juillet et décembre	
Les visites de projet sont conduites						Les réunions trimestrielles d'apprentissage sont menées.
Des réunions d'apprentissage trimestrielles sont organisées.					Fins de trimestre	
2 convocations de la coalition féministe nationale sont organisées au Niger					Novembre 2023/Février 2024	
1 convocation de la coalition féministe nationale a été organisée au Mali					Novembre	
Produit 2.1.2 Des ateliers de renforcement des capacités des OSC sur l'égalité des genres dans les questions et/ou les approches éducatives sont dispensés aux OSC.						
Les ateliers nationaux et régionaux sont dispensés						
Les rapports des ateliers sont compilés et communiqués					Tout au long de l'année	
Résultat intermédiaire 2.2 : Amélioration de la coordination pour l'égalité des genres dans l'éducation par le biais des GLE sous la direction du MEN						
Produit 2.2.1 Égalité des genres dans l'éducation : instantané (Gender Equality in Education Snapshot [GES])						
La boîte à outils GES est expérimentée dans 4 pays de la GCI					Tout au long de l'année	L'outil GES a été expérimenté dans 2 nouveaux pays et diffusé dans davantage de pays à travers les webinaires mondiaux et les ateliers régionaux. Lire le Rapport de la boîte à outils GES ici
Les enseignements tirés des expérimentations de la boîte à outils GES sont communiqués au PME et aux autres partenaires					Tout au long de l'année	

	État Réalisée	Partiellement réalisée	Reportée	Annulée	Date de réalisation	Détails/Renseignement
Produit 2.2.2 Des événements et ateliers (nationaux et multinationaux) sur les politiques et sur les pratiques sont organisés						
Les événements et les ateliers nationaux pour les GLE sont entrepris						Les ateliers GES en Guinée et au Niger et l'atelier GES au Mali ont été organisés pour les GLE
Résultat immédiat 2.3 : La politique et la pratique d'égalité des genres dans l'éducation ont progressé à l'échelle nationale, continentale et mondiale						
Produit 2.3.1 Le dialogue sur les politiques et les pratiques en matière d'égalité des genres dans l'éducation est favorisé et facilité lors d'événements nationaux, continentaux et mondiaux						
L'événement de l'UNGEI (rassemblement du Réseau féministe pour l'éducation transformatrice de genre) a été organisé					Novembre	Lire le rapport ici
Les messages clés de la GCI sont transmis par le biais de la participation du Secrétariat de l'UNGEI aux événements mondiaux, régionaux et nationaux					Tout au long de l'année	Tables rondes de la GCI ou les tables soutenues au CSW, FemNet4GTE et plus
Les messages clés de la GCI sont transmis par le biais de la participation du personnel de la GCI aux événements mondiaux, régionaux et nationaux					Tout au long de l'année	Tables rondes de la GCI ou les tables soutenues au CSW, FemNet4GTE et plus
Les messages clés de la GCI sont transmis par le biais de la participation des membres de l'Alliance GCI aux événements mondiaux, régionaux et nationaux					Tout au long de l'année	
Produit 2.3.2 Les notes et les rapports sur les politiques et les pratiques en matière d'égalité des genres dans l'éducation sont rédigés.						
La phase 2 de l'étude sur les normes de genre est mise en œuvre en Sierra Leone					Avril	Lire le rapport ici
Le rapport de la phase 2 de l'étude sur les normes de genre est rédigé et diffusé					Avril	
Résultat immédiat 2.4 : La coordination et la collaboration progressent entre les partenaires du développement (PD) de l'Alliance GCI afin de faire avancer l'égalité des genres dans et à travers l'éducation.						
Produit 2.4.1 Les réunions annuelles de la GCI sont organisées						
La réunion du Conseil d'administration de l'Alliance GCI est organisée					Mars	Lire le blog d'après la réunion ici
La réunion du comité exécutif est organisée					Tout au long de l'année	
Les conclusions de la réunion du conseil d'administration et des réunions du comité exécutif sont documentées, partagées et mises en œuvre					Tout au long de l'année	
Produit 2.4.2 Le programme de la GCI est géré et mis en œuvre (activités du Secrétariat)						
La vision globale et l'orientation stratégique sont fournies, y compris pour organiser les événements mondiaux et les réunions de soutien à la GCI					Mars	
Le personnel et les consultants sont embauchés, soutenus et supervisés					Tout au long de l'année	
Soutien opérationnel aux ateliers, gestion des contrats et des fournisseurs					Tout au long de l'année	

	État Réalisée	Partiellement réalisée	Reportée	Annulée	Date de réalisation	Détails/Renseignement
Les conseils et la supervision sont fournis aux OSC					Tout au long de l'année	
L'évaluation à mi-parcours est menée					Avril	Lire le rapport ici
Les résultats de l'évaluation à mi-parcours sont diffusés					Avril	
L'évaluation finale est menée						Reportée au T2-T3 2024
Les résultats de l'évaluation finale sont diffusés						Reportée au T2-T3 2024
La vision stratégique de la phase 2 de la GCI est élaborée et communiquée					Juillet	
Élaboration de la note de plaidoyer fondée sur l'examen à mi-parcours					Septembre	Lire la Note de plaidoyer ici
Processus consultatif avec l'Alliance GCI pour élaborer la stratégie de la Phase 2 de la GCI					Septembre	
Élaborer la proposition sur les Capacités stratégiques du PME					Août	
Élaborer la TdC de la phase 2 de la GCI, le cadre de résultats et le budget					Août	
Produit 2.4.3 La valeur et les réalisations de la GCI sont communiquées et diffusées (activités du Secrétariat)						
La lettre d'information semestrielle est rédigée, traduite et lancée					Juin 2023 et janvier 2024	Lire les lettres d'information ici : Numéro 5 et Numéro 6
Les acteurs de la GCI sont appuyés grâce à des supports de communication, notamment des vidéos et des matériels relatifs aux événements					Tout au long de l'année	
Les liens de la GCI avec les moments et les processus mondiaux sont établis grâce aux opportunités créées pour la phase 2					Tout au long de l'année	
Produit 2.4.4 Global Partenariats mondiaux sont établis et les partenariats régionaux et locaux sont appuyés (activités du Secrétariat)						
Les relations établies avec les acteurs de l'égalité des genres et de la protection des droits des enfants permettent de plaider en leur faveur dans les systèmes éducatifs en Afrique de l'Ouest et du Centre.					Tout au long de l'année	
Des relations sont établies avec les bureaux nationaux de l'UNICEF et de l'UNESCO dans le pays					Tout au long de l'année	



Réunion annuelle du conseil d'administration de l'Alliance CCI à Dakar, mars 2023

PRIORITÉ À L'ÉGALITÉ
GENDER AT THE
CENTRE

Pour plus d'informations, n'hésitez pas à contacter à mwurie@ungei.org et m.boccalatte@iiep.unesco.org

Initiative « Priorité à l'égalité » (Gender at the Centre Initiative) UNGEI

Initiative « Priorité à l'égalité » (Gender at the Centre Initiative) -
IIEP-UNESCO Dakar